

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

VAN

DU

28-03-2000

28-03-2000

Inhoud

Dinsdag 28 maart 2000

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE - COM 159

Mondelinge vraag van mevrouw Michèle Gilkinet aan de minister van Justitie over "de problemen van volksgezondheid met betrekking tot hepatitis B en C in de penitentiaire instellingen" (nr. 1297)

5

sprekers : **Michèle Gilkinet, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Jean-Marc Delizée aan de minister van Justitie over "het disciplinair regime voor de nieuwelingen in de gevangenis te Lantin" (nr. 1307)

7

sprekers : **Jean-Marc Delizée, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de taalwetgeving in gerechtszaken - Taalexamens" (nr. 1368)

8

sprekers : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Sommaire

Mardi 28 mars 2000

COMMISSION DE LA JUSTICE - COM 159

Question orale de Mme Michèle Gilkinet au ministre de la Justice sur "les problèmes de santé publique relatifs à l'hépatite B et C en milieu carcéral" (n° 1297)

5

orateurs : **Michèle Gilkinet, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Jean-Marc Delizée au ministre de la Justice sur "le régime disciplinaire pour les nouveaux arrivés à la prison de Lantin" (n° 1307)

7

orateurs : **Jean-Marc Delizée, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "la législation linguistique en matière judiciaire - Examens linguistiques" (n° 1368)

8

orateurs : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000 : Parlementair Document van de 50e zittingsperiode +
het nummer en het volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA : Handelingen (Integraal Verslag)
BV : Beknopt Verslag
PLEN : Plenumvergadering
COM : Commissievergadering

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e
législature, suivi du n° et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
HA : Annales (Compte Rendu Intégral)
CRA : Compte Rendu Analytique
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission

Officiële publicaties uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Samengevoegde mondelinge vragen van mevrouw Yolande Avontroodt en de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de internering" (nrs. 1395 en 1414)

11

sprekers : **Yolande Avontroodt, Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de benoemingen in het notariaat" (nr. 1402)

13

sprekers : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "het gerechtelijk dossier in de zaak-Beaulieu" (nr. 1403)

15

sprekers : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Luc Goutry aan de minister van Justitie over "de gevolgen van het snelrecht voor de penitentiare centra" (nr. 1407)

17

sprekers : **Luc Goutry, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de coördinatie van de wetsbepalingen tengevolge van de wet tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminele straffen" (nr. 1415)

19

sprekers : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de persistente weigering van de minister om arresten van het hoogste administratieve rechtscollege uit te voeren" (nr. 1419)

20

sprekers : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Questions orales jointes de Mme Yolande Avontroodt et M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "l'internement" (n^{os} 1395 et 1414)

11

orateurs : **Yolande Avontroodt, Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "les nominations dans le notariat" (n^o 1402)

13

orateurs : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "le dossier judiciaire dans l'affaire Beaulieu" (n^o 1403)

15

orateurs : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Luc Goutry au ministre de la Justice sur "les conséquences de la procédure de comparution immédiate pour les centres pénitentiaires" (n^o 1407)

17

orateurs : **Luc Goutry, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "la coordination des dispositions légales suite à la loi portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles" (n^o 1415)

19

orateurs : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "le refus persistant du ministre d'exécuter les arrêts de la plus haute juridiction administrative" (n^o 1419)

20

orateurs : **Geert Bourgeois, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 28 MARS 2000

De vergadering wordt geopend om 10.22 uur door de heer **Fred Erdman**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 10.22 heures par M. **Fred Erdman**, président.

Question orale de Mme Michèle Gilkinet au ministre de la Justice sur "les problèmes de santé publique relatifs à l'hépatite B et C en milieu carcéral" (n° 1297)

Mondelinge vraag van mevrouw Michèle Gilkinet aan de minister van Justitie over "de problemen van volksgezondheid met betrekking tot hepatitis B en C in de penitentiaire instellingen" (nr. 1297)

Mme **Michèle Gilkinet** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, plusieurs acteurs de la santé s'inquiètent des problèmes de santé publique en milieu carcéral et, principalement, de l'accroissement du nombre de détenus atteints d'hépatites B et C.

L'hépatite B est considérée par l'OMS comme un problème majeur de santé publique puisqu'elle est classée parmi les dix maladies infectieuses les plus meurtrières.

La Belgique s'est conformée partiellement aux recommandations de l'OMS en engageant un processus de vaccination accélérée à l'intention des enfants. Ce dispositif constitue un premier pas, qui devra certes se voir complété par d'autres interventions. A cet égard, je désirerais vous interroger en particulier sur celles qui sont de votre ressort, la santé des détenus relevant de fait en Belgique de la compétence du ministre de la Justice.

Dans le système pénitentiaire, il n'existe pas de mécanismes de surveillance épidémiologique et le peu de données disponibles relativement à la santé des détenus proviennent d'études ponctuelles. De ces dernières, il ressort très clairement que la prévalence de l'hépatite B serait, dans la population carcérale, quatre fois supérieure à celle de la population générale, et celle de l'hépatite C vingt fois supérieure !

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 28 MAART 2000

Cette situation s'explique en raison du nombre important de détenus usagers de drogues par voie intraveineuse. En effet, différents rapports d'observation suggèrent que plus de 50% de ceux-ci sont des usagers de drogues, dont 30% par voie intraveineuse.

Bien que "réglementairement parlant", il n'y ait ni rapports sexuels, ni drogues en milieu carcéral, un certain nombre d'enquêtes, tant en Belgique qu'à l'étranger, ont mis en évidence l'existence de comportements à risques en prison, tels que le partage de matériel d'injection, les relations sexuelles non protégées et les pratiques de tatouage et/ou de piercing avec du matériel non désinfecté. De plus, la surpopulation, que l'on connaît dans nos prisons, engendre souvent des conditions d'hygiène inadéquates et propices à la propagation des maladies.

Sans porter de jugement sur le pourquoi et le comment du phénomène, force est de constater que l'offre de soins en milieu pénitentiaire se limite très généralement à leur aspect curatif.

Actuellement, en Belgique, ni les détenus à risques ni les détenus positifs à l'hépatite C ne sont vaccinés systématiquement contre l'hépatite B, bien qu'il soit reconnu que cette vaccination ait un effet protecteur non seulement contre l'hépatite B mais aussi contre les complications dues à l'hépatite C. En outre, le dépistage des hépatites n'est proposé qu'aux seuls détenus à risques, cette dernière notion étant du reste laissée à l'appréciation du médecin de la prison.

Partant, je voudrais attirer votre attention, monsieur le ministre, sur cette problématique, car j'estime qu'elle relève tout bonnement de la santé publique. Bien que les prisons soient des milieux clos, elles sont en contact permanent avec la société. Nous ne pouvons ignorer ni ce qui s'y passe, ni ceux qui y vivent, quelle que soit la durée de leur incarcération. Par ailleurs, l'on sait que des années de vie supplémentaires dans de bonnes conditions physiques constituent un facteur important favorable à la réinsertion. Il me semble donc pertinent et urgent de prendre des dispositions en cette matière.

Michèle Gilkinet

Vu la gravité du problème, je voudrais, monsieur le ministre, vous poser les questions suivantes. Une information systématique est-elle fournie en prison sur les risques liés aux hépatites B et C et sur les précautions à prendre pour les éviter ? Pensez-vous instaurer en prison un système de vaccination contre l'hépatite B pour tous les détenus qui le souhaiteraient ? Le coût de cette vaccination sera-t-il pris en charge par l'Etat ? Sachant qu'une vaccination complète contre l'hépatite B nécessite six mois et que la population carcérale est très mobile, comment sera organisé le suivi entre l'établissement pénitentiaire et le médecin traitant ou le centre de prise en charge ? Monsieur le ministre, pourriez-vous également me préciser ce que représente dans votre budget le suivi médical des détenus et me faire savoir si des données particulières sont disponibles sur le sujet qui nous occupe aujourd'hui ?

M. Marc Verwilghen, ministre : Monsieur le président, je répondrai aux questions de notre collègue Gilkinet en trois volets.

Première question : Une information systématique est-elle organisée en prison sur les risques liés à l'hépatite B et C et sur les précautions nécessaires à prendre ?

En collaboration avec les organismes de la Communauté française, plusieurs brochures spécifiques ont été ou sont en cours de réalisation. La brochure "Et vogue la galère", a été publiée en 5000 exemplaires en 1998 et une deuxième édition a été imprimée en 20 000 exemplaires. Elle sert de base aux cours de formation pour les agents et est à disposition de tous les nouveaux détenus via des infirmeries. Des actions plus spécifiques sont actuellement en cours.

Deuxièmement, va-t-on organiser la vaccination contre l'hépatite B en prison pour tous les détenus qui le souhaitent ? Sachant qu'une vaccination complète contre l'hépatite B demande six mois et que la population carcérale est très mobile, comment sera organisé le suivi entre établissement pénitentiaire et médecin traitant ou centre de prise en charge ?

Des données particulières sont-elles disponibles en ce qui concerne le traitement des hépatites ? Du point de vue médical, la vaccination contre l'hépatite B nécessite effectivement une période de six mois. Le traitement des hépatites est de longue durée et ne peut pas être interrompu. Il nécessite un suivi médical très sérieux et est malheureusement très coûteux.

D'autre part, la réalité pénitentiaire nous impose différentes exigences que je reprendrai sous deux angles.

D'abord, la mobilité des détenus. En 1999, environ 16 000 détenus sont entrés dans un établissement pénitentiaire dont presque la moitié avaient quitté la prison dans les deux mois qui suivaient. De plus, il existe une très grande mobilité interne, c'est-à-dire d'un établissement à l'autre, ce qui complique évidemment les choses.

Ensuite, le suivi post-pénitentiaire est malheureusement très difficile. Les services médicaux des prisons ont déjà une longue expérience avec les détenus sidéens sous traitement antiviral. Malgré des contacts préalables avec les services qui doivent prendre en charge le détenu dans la période post-pénitentiaire, nous avons malheureusement de nombreux échecs à déplorer mais c'est la réalité.

Néanmoins, différentes mesures ont déjà été prises. Celles-ci sont de trois ordres.

Tout d'abord, un dossier médical électronique a été mis au point et fonctionne dans 22 établissements. Il sera entièrement fonctionnel pour la fin de l'année. Ce dossier permet un suivi du détenu sur le plan médical, durant tout son parcours carcéral. Il permet de noter, de planifier et de suivre le schéma de vaccination prévu, c'est-à-dire à zéro, 1 mois et 6 mois.

Ce volet présente déjà un avantage, en ce sens que les moyens techniques existants sont appliqués. Les médecins traitants qui prennent en charge les détenus après libération peuvent demander une copie de ce dossier, ce qui simplifie naturellement les choses.

Actuellement, les détenus qui en font la demande sont vaccinés. Des traitements d'hépatite sont en cours, sous contrôle de médecins spécialistes au centre médico-chirurgical de Saint-Gilles ou celui de Bruges.

Dans le but de généraliser les vaccinations et les traitements, le médecin directeur du service médical central a pris l'initiative d'installer un comité scientifique, afin de réaliser un protocole dans lequel seront développés l'accès au programme de vaccination, le traitement et le suivi pendant la détention et en poste pénitentiaire. Une première réunion est prévue le 31 mars, à la fin de cette semaine.

Troisièmement, une brochure spécifique concernant l'hépatite et destinée aux patients atteints d'hépatite est en cours d'impression. L'ensemble de ces mesures - dossier médical électronique, protocole de vaccination et de traitement et brochure spécifique - démarreront le 1er janvier 2001.

J'en viens à votre dernière question. Le coût de cette vaccination sera-t-il pris en charge par l'Etat et le ministre peut-il me préciser ce que représente dans son budget le suivi médical des détenus ?

Les vaccinations et les traitements des hépatites sont à charge du budget du ministère de la Justice. Depuis le 1er janvier 1999, le service médical central a son propre budget.

C'est le programme 3 pour les frais du domaine médical, c'est-à-dire les honoraires des prestations de soins, les hospitalisations, les frais de transport en ambulance,

Marc Verwilghen

l'achat de petit ou de gros matériel médical, l'entretien et la location de matériel et enfin les médicaments et les prothèses. Dans le budget 1999, il était prévu 312,5 millions de francs belges à cet effet.

Je crois avoir ainsi répondu aux diverses questions que vous m'avez posées.

Mme **Michèle Gilkinet** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le ministre, je me réjouis des dispositions prises aujourd'hui. Je me permettrai de vous réinterroger sur la suite donnée à la mise en place du protocole que vous prévoyez incessamment et sur le dispositif plus particulier prévu à partir du 1er janvier 2001.

J'attire particulièrement votre attention sur ce dossier. La société a tout à y gagner, tant la personne incarcérée elle-même, en vue de sa réinsertion sociale, que le reste du public qui est en contact avec elle.

En matière d'information, il y aurait un effort supplémentaire à faire. La mise à disposition de brochures ne suffit pas et d'autres types de moyens pourraient être mis en place. Plusieurs associations actives sur ce terrain pourraient émettre des suggestions utiles.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Question orale de M. Jean-Marc Delizée au ministre de la Justice sur "le régime disciplinaire pour les nouveaux arrivés à la prison de Lantin" (n° 1307)

Mondelinge vraag van de heer Jean-Marc Delizée aan de minister van Justitie over "het disciplinair regime voor de nieuwelingen in de gevangenis te Lantin" (nr. 1307)

M. **Jean-Marc Delizée** (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, depuis le 1er janvier 1997 est organisé à la prison de Lantin un système portant sur l'insertion des nouveaux arrivés.

Ceux-ci sont placés, au cours des quinze premiers jours qui suivent leur arrivée -mais la durée peut aller jusqu'à trois mois-, au premier étage de ce qu'il est convenu d'appeler à Lantin "la Tour".

Ce premier étage est disciplinaire, à savoir qu'il n'y a qu'une heure de préau sur 24 heures d'enfermement, qu'il n'y a pas d'activités, qu'il n'y a pas de possibilité de téléphoner au cours des cinq premiers jours.

Un tel régime n'existerait qu'à Lantin.

Le but de la direction de la prison de Lantin semble être l'isolement du nouvel arrivant afin qu'il ne soit pas "pris en main" et "grugé" par d'anciens détenus.

Cette période est évidemment très dure pour des gens qui sont présumés innocents, puisqu'il s'agit de détention provisoire, et qu'ils sont tout d'un coup placés dans le régime disciplinaire le plus dur, mis à part le cachot.

Il avait été prévu, en janvier 1997, que ce régime disciplinaire se verrait octroyer une série de modalités de nature à aider le nouveau détenu. Or, à ce jour, rien n'aurait été fait !

Les nouveaux détenus subissent le régime disciplinaire alors qu'ils sont présumés innocents, sans autre contrepartie.

Monsieur le ministre, pouvez-vous confirmer le fait qu'il existe à Lantin un régime particulier qui n'existe pas dans d'autres prisons du pays ?

Envisagez-vous des mesures pour changer cet état de fait dont les avocats se plaignent auprès de la direction et de l'administration pénitentiaire ?

D'une manière plus générale, existe-t-il une philosophie pour l'ensemble des prisons du pays en ce qui concerne les nouveaux arrivants ? Estimez-vous qu'il y a lieu d'établir une uniformité de traitement dans des situations similaires ?

Votre département travaille-t-il à un code de l'administration pénitentiaire ?

M. **Marc Verwilghen**, ministre : Monsieur le président, monsieur Delizée, il est inexact de considérer que le régime mis en place au premier niveau de la maison d'arrêt de Lantin est disciplinaire car il rencontre les exigences minimales formulées entre autres dans les instructions générales et plus particulièrement dans l'article 127 de celles-ci.

S'il n'y a pas d'activités communautaires du soir, c'est pour éviter aux nouveaux arrivés une promiscuité pernicieuse avec d'autres détenus incarcérés depuis plus longtemps.

L'interdiction de téléphoner pendant les cinq premiers jours appliquée aux inculpés résulte non pas d'une visée disciplinaire, mais bien de l'application de l'article 35 du règlement général.

Ce qui précède n'est pas exclusivement propre à la maison d'arrêt de Lantin.

Si des détenus doivent séjourner plus longtemps que les deux à trois semaines initialement prévues au premier niveau de la maison d'arrêt, cela est dû à la surpopulation endémique qui frappe actuellement les institutions pénitentiaires. Pour remédier à cette situation, des cellules solo et duo seront installées aux autres niveaux. La direction locale met actuellement au point une procédure d'accueil afin d'encadrer les nouveaux arrivés. Des éducateurs engagés récemment y rempliront un rôle actif. La

Marc Verwilghen

problématique du régime pénitentiaire, tant en ce qui concerne les prévenus que les condamnés, sera prochainement réglée par une loi de principe pénitentiaire. J'attends à cet effet la proposition du professeur Dupont qui finalise l'exposé des motifs et la discussion par article. Il est évident que j'étudierai ce texte avant de le soumettre à la discussion.

M. Jean-Marc Delizée (PS) : Monsieur le président, je remercie le ministre de sa réponse. Il ne confirme pas les informations qui sont en ma possession. Vous dites, monsieur le ministre, qu'aucun régime particulier n'existe à Lantin. Cela ne correspond pas à ce qui m'avait été communiqué. J'en prends bonne note, sous réserve d'autres renseignements que je pourrais recevoir.

Pour le reste, vous nous dites qu'une loi est en préparation sur ce que vous appelez le principe pénitentiaire. Nous examinerons le texte au moment opportun.

M. Marc Verwilghen, ministre : Cette loi portera tant sur la situation interne qu'externe du détenu. L'aspect interne fait l'objet d'une étude réalisée par le professeur Dupont. Quant à l'aspect externe, il est examiné par un autre groupe de travail. Le but est d'obtenir une loi pénitentiaire qui soit claire et qui puisse être consultée par tous les intéressés.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de taalwetgeving in gerechtszaken - Taalexamens" (nr. 1368)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "la législation linguistique en matière judiciaire - Examens linguistiques" (n° 1368)

De heer **Geert Bourgeois (VU&ID)** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn vraag heeft betrekking op het taalexamen van magistraten. De verre aanleiding daar toe was de verklaring van de eerste minister na de Ministerraad van 23 december 1999. Er zou een wijziging komen aan het koninklijk besluit tot regeling van de taalexamens voor magistraten die het bewijs moeten leveren van de kennis van de andere taal.

Zeer onlangs, op 20 maart, heeft een partijgenoot van u, de heer Coveliërs, zich daar ook bij aangesloten. Het valt mij op dat telkens opnieuw het argument gebruikt wordt dat die taalexamens zeer technisch zijn en dat men zo ver gaat dat men op het mondeling examen een aantal scheepstermen moet kunnen vertalen in de andere taal.

Dit is een verhaal dat een eigen leven is gaan leiden. Het is bijna een indianenverhaal. De hele Brusselse Franstalige magistratuur en kandidaten beroepen zich daarop om te zeggen dat dit niet kan en dat dit een onmogelijke kennisvereiste is.

In een vorige interpellatie heb ik er al melding van gemaakt. Mijnheer de minister, u kent de verslaggeving van een professor emeritus die zich de moeite getroost om die examens bij te wonen. Het geluk bestaat dat die mondelinge examens openbaar zijn en bijgewoond kunnen worden. Die professor heeft die vragen nauwgezet geregistreerd en heeft daar weergave van gedaan.

Mijn aanvoelen is dat uit dit verslag helemaal niet blijkt dat men inderdaad de technische toer op gaat. Het mondeling examen bestaat uit het voorlezen van wetsartikelen in de andere taal en aan de Nederlandstaligen die het examen Frans afleggen wordt dan nog iedere keer een bijkomende vraag gesteld in het Frans. Aan de Franstaligen die een examen Nederlands afleggen worden daarentegen helemaal geen bijkomende vragen gesteld.

Ik heb trouwens een verslag van een magistraat bij de rechtbank van Brussel die deze zaken goed kent en op de voet volgt.

Die zegt mij letterlijk dat de correctie van de examens, zowel mondeling als schriftelijk, uitermate streng is voor de Nederlandstalige examinandi en veel minder voor de Franstalige kandidaten. Voor de Nederlandstaligen betreft het bovendien de facto een vergelijkend examen.

De conclusie is dat de examens op zich niet te moeilijk zijn, maar de lat wordt te hoog gelegd met betrekking tot de appreciatie van het afgelegde examen. Die professor emeritus die dit verslag aan mij en aan de voorzitter heeft bezorgd, maakt alleen voorbehoud bij een aantal vragen die de persoonlijke levenssfeer van de kandidaten kunnen betreffen. Men zou zich beter ervan onthouden om daarover vragen te stellen. Op zich is de taalkennisvereiste echter niet te zwaar.

Stelselmatig wordt gezegd dat dit tot gerechtelijke achterstand leidt. Omdat er onvoldoende magistraten zijn die slagen, wordt het kader niet ingevuld en dit geeft aanleiding tot gerechtelijke achterstand. Mijnheer de minister, u kunt het net zo goed omkeren. Ik weet niet of u daar al bij stilgestaan hebt.

Men zou ook kunnen zeggen dat het feit dat er minder magistraten zijn die kennis hebben van de beide talen, precies tot de gerechtelijke achterstand leidt. In Brussel bij uitstek, maar ook elders in het land, steken bij tal van procedures stukken in het dossier die in de andere taal zijn opgesteld. Er zijn ook getuigenverhooren in de andere taal. Dit leidt stelselmatig tot vertalingen, vertragingen en grotere kosten.

Geert Bourgeois

In Brussel gebeurt het veel meer dan elders dat de verdachte of beklaagde in de loop van de procedure een wijziging van de proceduretaal vraagt. Een magistraat die het bewijs heeft geleverd van zijn kennis van de andere taal, kan gewoon verder zetelen en kennis blijven nemen van de zaak. Als dit niet het geval is, leidt dit tot vertraging.

Ik heb een heel praktisch voorbeeld van het snelrecht dat u na aan het hart ligt, mijnheer de minister. Het is vorige week gebeurd. De sectie drugsdelinquentie stuurt een Nederlandstalige drugsdelinquent door naar de sectie stadsdelinquentie van het parket van Brussel. De sectie stadsdelinquentie bestaat uit vijf Franstalige magistraten, waarvan er maar een tweetalig is. De drugsdelinquentie vindt dat dit een zaak is voor het snelrecht die valt onder stadsdelinquentie. Die ene tweetalige magistraat is op dat moment niet ter beschikking. Aangezien niemand van de vier anderen die persoon in zijn taal kan ondervragen, zal hij worden teruggestuurd naar de sectie drugsdelinquentie en is er dus geen sprake van snelrecht.

Dit zijn maar enkele voorbeelden om u aan te tonen dat tweetaligheid en kennis van de andere taal tot een versnelde rechtsgang leiden in de plaats van een gerechtelijke achterstand.

Ik ga niet uitvoerig citeren uit het rapport van de professor emeritus, het is u bekend. Ik zou alleen willen weten of u dit indianenverhaal onderschrijft. Is de bewering dat men om te slagen onderdelen van een schip moet kunnen opnoemen, juist?

Ik heb een vijftal precieze vragen. Wat omvat het examen, met name het mondeling en schriftelijk gedeelte dat sommige magistraten moeten afleggen, over de kennis van de andere taal.

In welk onderdeel van dit examen kan een opsomming van scheepstermen worden gevraagd?

Op welke verifieerbare feiten heeft de eerste minister zich gesteund om te beweren dat op het taalexamen naar de kennis van technische en niet-juridische termen wordt gepeild?

Ontkennen of beamen de voorzitters van de examencommissies de uitspraak dat de opsomming van niet-juridische technische termen zoals scheepstermen op de taalexamens wordt gevraagd?

Wat is de juiste toedracht terzake?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Bourgeois, ik moet zeggen dat de zeilerij aanleiding geeft tot allerlei indianenverhalen. Deze ochtend las ik nog een van die siouxverhalen met betrekking tot de zeilerij. Men roept deze verhalen nogal eens in om een en ander te kunnen uitleggen. Ik heb professor Frans De

Pauw, van wie ik vroeger les heb gehad, samen met een aantal andere leden van de Vlaamse juristenvereniging zeer omstandig gesproken om de verhalen die de ronde doen te ontkrachten, dit onder meer in verband met de taalexamens.

U vroeg mij ten eerste wat het examen over de kennis van de andere taal dat sommige magistraten moeten afleggen omvat. Ik kan u meedelen dat dit examen over de kennis van de Franse of Nederlandse taal een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat. Ik verwijs dienaangaande trouwens naar artikel 8 van het koninklijk besluit van 1 april 1970 tot regeling van de examens. Hierdoor worden de doctors in de rechten in de gelegenheid gesteld om te voldoen aan de voorschriften van de leden 1 en 2 van artikel 43quiquies van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik van talen in gerechtszaken. Het mondelinge gedeelte gaat door in het openbaar en gaat het schriftelijke gedeelte vooraf. Het mondelinge gedeelte bestaat ten eerste uit het luidop lezen van een of meer wetteksten gesteld in de taal waarover het examen gaat. Deze teksten hebben betrekking op het strafrecht, de strafvordering, het burgerlijk recht, het handelsrecht en het gerechtelijk privaatrecht. Het mondelinge gedeelte omvat ten tweede een gesprek over een onderwerp dat verband houdt met het dagelijkse leven, bijvoorbeeld over de hobby's van de examinandus.

Wat uw tweede vraag betreft, in het mondelinge gedeelte kan een kandidaat worden gevraagd om zichzelf voor te stellen. Het is niet ondenkbeeldig dat tijdens dit gesprek wordt gepeild naar de hobby's van de kandidaat. Zo is het mogelijk dat als de kandidaat antwoordt dat bijvoorbeeld zeilen een van zijn hobby's is, hierover een gesprek kan worden gevoerd. Dat houdt echter absoluut niet in dat hij wordt ondervraagd over zeiltermen en dergelijke.

Met betrekking tot uw derde vraag kan ik u meedelen dat door professor emeritus De Pauw een verslag werd opgesteld over de zitting van de commissie voor het afnemen van het mondeling examen kennis van het Frans op 21 oktober 1998 en van het mondeling examen kennis van het Nederlands op 16 november 1998.

Niettegenstaande professor De Pauw stelt dat de moeilijkheidsgraad van deze examens zeker niet overdreven mag worden genoemd - wat naar ik aanneem een professor met recht en reden mag stellen - slaagden slechts 14 van de 25 kandidaten voor het mondelinge examen Frans en slechts 9 van deze 14 kandidaten slaagden voor het schriftelijke examen. Voor het Nederlands examen waren er 20 kandidaten waarvan er 14 slaagden voor het mondelinge gedeelte. 8 van hen slaagden voor het schriftelijke examen. Zoals ik reeds heb gezegd, bestaat het mondelinge gedeelte overeenkomstig artikel 8, §2 van voormeld koninklijk besluit uit een gesprek dat verband houdt met een onderwerp uit het dagelijkse leven.

Marc Verwilghen

Als antwoord op uw vierde vraag verwijs ik naar het verslag van professor emeritus Frans De Pauw waarover ik het zo-even had. Er werd daar onder meer aan het licht gebracht dat tal van onjuistheden over de vereiste kennis van de taal de ronde doen. Ik moet zeggen dat die onjuistheden ook een aantal keren hernomen werden door diverse personen. Dit wijst erop dat het indianen-verhaal blijkbaar toch ingang heeft gevonden.

Door de voorgaande antwoorden wordt meteen ook uw vijfde vraag beantwoord waarin u peilde naar de juiste toedracht.

Tot slot wil ik u meedelen dat de ministers voor de institutionele hervormingen een gesprek zullen hebben met degenen die het examen organiseren omdat het de wens is van de regering om dit examen zo nauwkeurig mogelijk af te stemmen op de toekomstige dagelijkse praktijk van de magistratuur. Dat is niet meer dan normaal. Naar aanleiding van het gesprek zou ook best kunnen blijken dat er geen enkele reden is om daar ook maar enige verandering in te brengen. We kunnen echter niet vooruitlopen op een gesprek dat nog moet plaatsvinden.

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord dat dit indianenverhaal uit de wereld helpt.

Uit de stukken die ik heb en uit de informatie uit de Brusselse gerechtelijke wereld van een magistratuur die zeer goed van de zaken op de hoogte is, blijkt dat het examen Frans voor de Nederlandstaligen moeilijker is dan het examen Nederlands voor de Franstaligen.

Ook uit het verslag van professor De Pauw betreffende de vragen over de voor te lezen wetsartikelen merkt men een verschil in behandeling. Een Nederlandstalige die een Frans artikel moet voorlezen, krijgt bijkomende vragen; een Franstalige moet slechts een aantal artikelen voorlezen zonder bijkomende vragen. Bij de Nederlandstaligen wordt gepeild naar hun juridische kennis in het Frans. Dat vind ik niet te zwaar, maar de lat moet gelijk worden gelegd.

Professor De Pauw zegt ook dat men het examen niet meer mag vergemakkelijken. "Anders zou het een Brusselse farce worden", zei hij vorige week in Actueel.

Wel is hij voorstander van een objectivering. Men kan bijvoorbeeld een taallab inschakelen, zodat het examineren van Franstaligen op dezelfde moeilijkheidsgraad als die van Nederlandstaligen is gebaseerd. Hij pleit ook voor een betere voorbereiding van de examinandi en het beter opnemen van de meertaligheid in de universiteitsprogramma's. Dat zou ook voor u, mijnheer de minister,

een suggestie kunnen zijn om contact op te nemen met de ministers van de gemeenschappen om hen specifiek op dit probleem te wijzen, zodat men en in een land als het onze toch juristen aflevert die zulke examens naar behoren kunnen afleggen.

Ik ben echter tevreden met uw antwoord. Ik heb niet de indruk dat u van plan bent het examen te vergemakkelijken. Resten slechts de verbetering en de objectivering ervan. Ik steun u daarin, maar ik leg er nogmaals de nadruk op dat dit er niet mag toe leiden dat men nog minder eisen gaat stellen op het examen.

Minister **Marc Verwilghen** : Ik zou drie dingen willen opmerken.

Ten eerste, kan het natuurlijk niet dat het examen Frans voor de Nederlandstaligen moeilijker is dan het examen Nederlands voor de Franstaligen. Die twee examens moeten volledig gelijklopend zijn met eenzelfde moeilijkheidsgraad. Dat was een opmerking die ik heb gelezen.

Ten tweede, denk ik dat ook de Justitie een inspanning moet doen wat de voorbereiding betreft om maximale slaagkansen op het examen te bekomen. Daar is men tot op heden onvoldoende bij blijven stilstaan.

Ik heb mijn administratie verzocht na te gaan op welke wijze de cursussen ter voorbereiding van dit examen een grotere slaagkans zouden kunnen bewerkstelligen voor de kandidaten-examinandi. Dat zou in beide richtingen perfect kunnen werken.

Tot slot moet het mij van het hart dat ik een onderhoud heb gehad met de gerechtelijke stagiairs op hun vormingsweek in Kelchterhoef bij Hasselt.

Een aantal kandidaat-magistraten, stagiairs van de Franstalige taalrol, sprak mij daar aan in perfect Nederlands, nochtans waren zij niet geslaagd voor het examen. Het gesprek over justitiële onderwerpen konden zij perfect voeren in het Nederlands, zozeer dat ik op een bepaald ogenblik meende dat het hier om Nederlandstaligen ging.

Problemen kunnen wel voorkomen. Die moeten we dan ook samen met de andere door mij vooropgestelde maatregelen durven onderzoeken. Ik denk dat het zeer belangrijk is dat de Brusselse magistraten slagen voor het tweetaligheidsexamen dat dan ook volwaardig moet zijn.

De **voorzitter** : We zouden misschien enkele leden van de commissie voor het examen kunnen inschrijven. Ik voel me zeer gerust, want ik heb het examen afgelegd.

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Reden te meer om u zeker in te schrijven, mijnheer de voorzitter. U bent een Antwerpenaar en dus "polyglot".

De **voorzitter** : Ja, professor Pé deed mij destijds opmerken dat het voor mij, als Antwerpenaar, wellicht "de statie" was in plaats van het station.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Samengevoegde mondelinge vragen van mevrouw Yolande Avontroodt en de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de internering" (nrs. 1395 en 1414)

Questions orales jointes de Mme Yolande Avontroodt et M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "l'internement" (n^{os} 1395 et 1414)

Mevrouw **Yolande Avontroodt** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik stel deze vraag naar aanleiding van een concreet gebeuren die de broze grenzen tussen de psychiatrie en delinquentie illustreert. Dit geldt zeker ook voor jeugddelinquentie en volwassen psychiatrie. Slachtofferhulp mag geen vage bedoening blijven, maar in de concrete zaak die ik zal voorleggen was dit duidelijk het geval. Daarover stond ik versteld. In het betreffende gebeuren werd voor een persoon de internering door de Raadkamer aanbevolen op basis van een psychiatrisch verslag waarin verschillende deskundigen vreesden voor een hoge kans tot recidive. De kamer van inbeschuldigingstelling bevestigde de internering in juni 1999. In oktober 1999 werd een verzoek tot verbreking van het vonnis door het hof van Cassatie verworpen. Op 21 januari 2000 besliste het parket tot aanhouding van de persoon in kwestie. Dit is de voorgeschiedenis van dit bijzonder pijnlijke gebeuren. Als arts én burger kan ik mij niet vinden in het feit dat wanneer een psychiatrisch verslag een internering aanbeveelt uit vrees voor recidive, men tot een juridisch gebeuren kan overgaan.

Zoals ik zei besliste het parket op 21 januari tot de aanhouding van de persoon in kwestie. Vervolgens reageerde de verdediging met een kortgeding tegen het openbaar ministerie en het ministerie van Justitie. De verdediging argumenteerde dat enkel en alleen de commissie voor de Bescherming van de Maatschappij mag oordelen over het type internering dat moet worden toegepast. De rechtbank volgde deze redenering en oordeelde op 9 februari 2000 dat de betreffende persoon onmiddellijk moest worden vrijgelaten in afwachting van de verschijning voor de commissie voor de Bescherming van de Maatschappij op 15 februari 2000. Deze commissie besloot de persoon op proef vrij te laten op voorwaarde dat hij op geregelde tijdstippen op consultatie gaat.

Mijnheer de minister, ik ben geen jurist zoals u kunt horen. Ik kan echter de essentie in dit verhaal niet vatten. Ofwel bestaat voldoende zekerheid omtrent de genezing van de persoon op basis van een psychiatrisch verslag of na het volgen van een therapie - hierover vind ik in mijn informatie echter niets terug -, ofwel betreft het hier een zuiver juridische procedure waarin de maatschappij en de slachtoffers in het bijzonder onvoldoende zekerheid of bescherming hebben.

Ik heb gelezen dat de heer Bourgeois zich niet alleen bij deze vraag heeft aangesloten maar ook een wetgevend initiatief terzake heeft ingediend. Ik denk dat dit dus aan een behoefte beantwoordt. Klopt de redenering van de rechter dat alleen de commissie voor de Bescherming van de Maatschappij kan oordelen welke interneringsvorm moet worden toegepast ? Welke maatregelen kunnen worden getroffen in de periode tussen de definitieve veroordeling en de verschijning voor de commissie ? Wie draagt de verantwoordelijkheid indien de veroordeelde in afwachting van zijn veroordeling een misdrijf pleegt ?

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik zal mij beperken tot de essentie van mijn vraag aangezien de feiten reeds door collega Avontroodt zijn geschetst. Bovendien is het een vrij bekende zaak, denk ik.

Het gaat over de zaak van een Antwerpse necrofiel die ophef heeft gemaakt in de media. De betrokkene werd geïnterneerd na een beslissing van de KI en het cassatieberoep daarover werd verworpen. Maar, de man verkeerde in vrijheid. Toen het cassatieberoep was verworpen, heeft het parket de man laten aanhouden. De advocaten van de betrokkenen hebben een kortgeding aangespannen tegen u als minister van Justitie en de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in Antwerpen heeft de betrokkene gelijk gegeven. Hij verklaarde dat het parket op grond van de wet niet mag overgaan tot de aanhouding van iemand, ook al is het definitief beslist dat hij moet worden geïnterneerd. In de wet is in die mogelijkheid niet voorzien. Als de betrokkene in vrijheid is op het ogenblik van de internering, kan het parket hem niet opsluiten. Dat was een uitspraak in kortgeding. Ik heb vernomen dat hierover ook op andere plaatsen geregeld wordt gediscussieerd.

Ik heb daarover een wetsvoorstel ingediend omdat het naar mijn mening een lacune in de wet is, die het gevolg is van een ongewilde fout bij de bespreking van de wet tot bescherming van de maatschappij in 1964. De toenmalige minister van Justitie, de heer Merchiers wou die fout eigenlijk niet, want hij had een ander ontwerp ingediend. In de Senaat is dat om onbegrijpelijke redenen weggevallen. Ik meen dat het ontwerp van de heer Merchiers, dat ik ongeveer letterlijk wil overnemen, een goede zaak

Geert Bourgeois

was. Het is in principe de regel dat het parket onmiddellijk kan uitvoeren, tenzij er redenen van psychotherapeutische aard zijn om dit niet te doen. Het is altijd mogelijk dat er redenen zijn om dit niet te doen.

Ik sluit mij aan bij de bezorgdheid die collega Avontroodt heeft geuit. Ik heb zelf maar twee kleine vragen. Bent u ook van mening dat de wet, zoals ik in mijn voorstel formuleer, zou moeten worden aangepast? Wat de praktische kant van de zaak betreft, hebt u beroep aangetekend tegen dat kortgeding, waarbij de Belgische Staat en de minister van Justitie werden veroordeeld om de betrokkene onmiddellijk vrij te laten?

Minister Marc Verwilghen : Mijnheer de voorzitter, collega's Avontroodt en Bourgeois, de vragen die u stelde hebben in de beide gevallen betrekking op een incident met een gedetineerde dat zich een maand geleden voordeed. Ik respecteer de anonimiteit van deze zaak, maar dat belet mij niet om op de problematiek in te gaan. Mijn antwoord zal drie delen omvatten.

Ten eerste, zal ik even stilstaan bij het kortgeding. Ten tweede, zal ik ingaan op de problematiek met betrekking tot de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij. Ten derde, zal ik blijven stilstaan bij de vragen in verband met de aansprakelijkheid en de eventuele verbeteringen die in de wet moeten worden aangebracht.

Wat het eerste deel betreft, heeft de rechter in kortgeding beslist dat de persoon die op het ogenblik waarop zijn internering wordt uitgesproken niet aangehouden is, pas kan worden opgesloten na beslissing van de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij. De betrokkene kan niet onmiddellijk worden aangehouden en de internering kan ook niet vooraf ten uitvoer worden gelegd door het Parket. Dit principe werd beslist. Wanneer we de wet op de bescherming van de maatschappij van 1964 nalezen, blijkt die stelling te kloppen. Wel heb ik de opdracht gegeven om tegen deze beschikking hoger beroep aan te tekenen omdat het een principiële kwestie betreft die niet zo eenvoudig is als een eerste lezing van de wet doet vermoeden.

Ten tweede, wanneer we het vonnis in kortgeding in hoger beroep niet kunnen hervormen, betekent dit dat er tussen het in kracht van gewijsde gaan van de internering en de beslissing van de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij niets kan worden ondernomen, terwijl er een duidelijk tijdsverloop kan ontstaan. Men mag deze situatie niet dramatiseren. Dit wil niet zeggen dat er geen probleem zou bestaan, maar men moet dit per definitie niet altijd dramatiseren. Vooreerst vaardigde de onderzoeksrechter geen aanhoudingsbevel tegen de betrokkene uit - dat is een eerste positie die hij innam - en het is ook mogelijk dat de betrokkene in de loop van de procedure kan worden vrijgesteld. Die voorbeelden zijn legio en duiden erop dat deze instanties geen reden

hadden om aan te nemen dat er een reëel gevaar voor de maatschappij bestond. De verantwoordelijkheid die daar opgenomen wordt, is door een onderzoeksrechter duidelijk omschreven binnen het kader van de wet.

De Commissie moet ingevolge een ministeriële instructie die dateert van 1964 - misschien ligt daar het probleem - binnen maximaal 15 dagen uitspraak doen over het verdere lot van de betrokkene. Dat gaat over een vrij korte periode, wat niet betekent dat in die periode niets zou kunnen voorvallen. In het concrete geval waarnaar u verwijst, moest ik vaststellen dat de Commissie de tijdspanne, die in deze ministeriële rondzendbrief van 1964 werd weergegeven, niet respecteert. Ik was er zeer verwonderd over dat de Commissie de zitting meer dan 4 maanden na het definitief worden van de interneringsbeslissing fixeert. Dit is een uitzonderlijk lange periode. Ik heb dan ook opdracht gegeven om de rondzendbrief van 1964 opnieuw in herinnering te brengen met het uitdrukkelijk verzoek die termijn in alle gevallen te respecteren. Ik wil u erop wijzen dat de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij in dit concrete geval de betrokkene op de eerste zitting reeds vrijstelde op proef. Ik neem dan ook aan dat er geen ernstige risico's op recidive aanwezig waren, ook al werd de betrokkene korte tijd voordien geïnterneerd. Dit betekent dat de rechter wel de mening was toegedaan dat er een terugvalrisico was, want anders was er ook geen onmiddellijke reden om tot internering over te gaan.

Tenslotte wenst collega Avontroodt te weten wiens verantwoordelijkheid het is wanneer de betrokkene voor zijn verschijning een misdrijf pleegt. Is het de onderzoeksrechter die geen aanhoudingsmandaat heeft verleend, of is het het onderzoeksgerecht dat het mandaat ophief, of is het de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij die te laat reageert, of is het de minister van Justitie of de wetgever die heeft nagelaten deze wettelijke lacune - want het gaat om een wettelijke lacune - op te vullen.

Ik denk dat u in eerste instantie zult moeten proberen zichzelf daarvan een idee te maken. In ieder geval heb ik de intentie die lacune op te vullen en de bestaande onduidelijkheid weg te werken. Ik pleit wel voor een globale hervorming van de wet tot bescherming van de maatschappij. De wet vertoont immers wel meer lacunes zoals ook blijkt uit het rapport van de commissie "Internering" dat tijdens de vorige legislatuur werd opgesteld. Ik heb dit rapport grondig laten bestuderen en ik heb een aantal bijkomende vragen aan die commissie gesteld. Naargelang de antwoorden zal ik de opdracht geven een wetsontwerp voor te bereiden. Ik kan dit evenwel niet op zeer korte termijn realiseren.

Het voorstel van collega Bourgeois zal ik grondig laten bestuderen en misschien zelfs steunen zodat alvast de lacune die daarin wordt vermeld, wordt verholpen. Dat er

Marc Verwilghen

een probleem is, is ondertussen duidelijk geworden. Het bewijst dat de wetgever niet altijd feilloos is, wat normaal is gezien het een werk is dat door mensen wordt gedaan.

Mevrouw **Yolande Avontroodt** (VLD) : Mijnheer de minister, dit was een omstandig antwoord dat de rechtszekerheid zeker zal vergroten. Ik zou mijn pleidooi willen herhalen om voldoende aandacht te schenken aan de sociale context in de randgevallen tussen psychiatrie en delinquentie. Verder zou ik u willen vragen rekening te houden met deze sociale context bij de uitwerking van nieuwe initiatieven.

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, ik stel vast dat de minister het probleem onderkent. Mijnheer de minister, u kondigt ook een totale hervorming aan van de wet tot bescherming van de maatschappij. U pleit er echter voor deze ene concrete lacune nu alvast weg te werken.

Mijnheer de minister, ik stel vast dat u beroep aantekent. Ik wil nogmaals beklemtonen dat ik mij over de grond van de zaak niet uitlaat. Het ging inderdaad om een persoon die niet was aangehouden en waarvan de commissie meende dat hij onmiddellijk op proef kon worden vrijgelaten. Ik heb dit voorbeeld aangegrepen om te wijzen op een lacune in de wet.

De **voorzitter** : Die lacune bestaat al zolang en tot nu toe heeft dat nooit aanleiding gegeven tot enige betwisting.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de benoemingen in het notariaat" (nr. 1402)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "les nominations dans le notariat" (n° 1402)

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het Belgisch Staatsblad van 22 maart 2000 is wel opmerkelijk waar het uw bevoegdheid betreft. Daarin verschenen namelijk twee koninklijke besluiten van 30 december 1999 waarbij de benoemingen van door de Raad van State geschorste notarissen werden ingetrokken. Het gaat om de heer Thierry Lannoy tot notaris in Namen en om de heer Henk Vandamme tot notaris in Aalst. U trekt de koninklijke besluiten waarbij zij benoemd worden in, maar in hetzelfde Staatsblad staan twee nieuwe koninklijke besluiten waarbij dezelfde per-

sonen opnieuw worden benoemd op dezelfde standplaats. Dat gebeurt met een koninklijk besluit van respectievelijk 12 maart 2000 voor de heer Lannoy en van 13 maart 2000 voor de heer Vandamme. Ik heb daar een aantal precieze vragen bij.

Ten eerste, op grond van welke overwegingen schorste de Raad van State deze beide benoemingen ?

Ten tweede, aangezien u deze benoemingsbesluiten introk, mag ik aannemen dat u inderdaad van oordeel was of bent dat die benoemingsbesluiten onregelmatig waren ? Ik mag toch aannemen dat u anders verder zou hebben geprocedeerd en dat u zich ten gronde zou hebben verdedigd bij de Raad van State.

Ten derde, op grond van welke motieven ging u tot herbenoeming van beide betrokkenen over ?

Ten vierde, - mijn vierde vraag is gedeeltelijk achterhaald, want bij het indienen ervan was ik er nog niet van op de hoogte, maar via de media weet ik ondertussen dat er inderdaad opnieuw procedures tot schorsing en vernietiging werden ingesteld tegen beide benoemingsbesluiten -, als ik het goed heb, werd gisteren al gepleit in de zaak Vandamme/Moyersoen van Aalst. Er zou opnieuw een advies van de auditeur tot schorsing zijn. Mijn vraag heeft dus alleen nog betrekking op de argumentatie die daar wordt ontwikkeld en de argumentatie van de auditeur om u opnieuw ongelijk te geven.

Mijnheer de minister, ik maak tevens van de gelegenheid gebruik u de kans te geven om te antwoorden op wat u een siouxverhaal hebt genoemd. Vandaag lees ik in de krant inderdaad dat een van de betrokkenen een zeilcompagnon van u zou zijn. Dit is voor u een gelegenheid om hierop te antwoorden, zodat er in dit dossier duidelijkheid zou komen voor het parlement en voor de publieke opinie.

Ten vijfde, wanneer denkt u dat de Nederlandstalige en de Franstalige benoemingscommissies operationeel zullen zijn ?

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, collega Bourgeois, ik vrees dat u me het verwijt zult maken niet op de individuele gevallen in te gaan. Ik verwijs echter naar artikel 85 van het Reglement van de Kamer dat stelt dat vragen met betrekking tot zaken van particulier belang of vragen betreffende persoonlijke gevallen niet ontvankelijk zijn. In concreto betekent dit dat ik moeilijk kan ingaan op vragen die betrekking hebben op de individuele dossiers, te meer omdat er op dit ogenblik procedures hangende zijn bij de Raad van State. Als men in deze commissie op de individuele gevallen ingaat, kan dit een dubbel effect hebben. Enerzijds kan dit een invloed hebben op de uitspraak die moet worden gevel-

Marc Verwilghen

Dit moet absoluut vermeden worden en is de ratio legis van artikel 85 van het Reglement. Bovendien moet over het privé-leven van de betrokkenen geen verdere toelichting worden gegeven tot op het ogenblik dat de uitspraken zijn bekendgemaakt.

Mijnheer de voorzitter, ik zal echter wel antwoorden op de vragen met betrekking op het algemeen beleid. Vooraleer hierop dieper in te gaan, wil ik een parenthesis maken. Ik heb een siouxverhaal gelezen dat volledig onjuist is. Ik zal initiatieven nemen om de onjuistheden uit de wereld te helpen. Dit is een zaak die mij alleen aanbelangt. Ik sta echter zeer recht in mijn schoenen.

De vraag van mijnheer Bourgeois inzake het operationeel worden van de benoemingscommissies is wel zeer belangrijk. Er rijzen een aantal problemen. Het eerste probleem heeft betrekking op het vinden van voldoende kandidaten. De Senaat heeft een derde oproep moeten plaatsen om voldoende kandidaten te vinden die als externe in deze commissie willen zetelen. Gisteren heeft de Senaat mijn kabinet gemeld dat het aantal externen naar alle waarschijnlijkheid zal worden bereikt. Een van de kandidaten moet zijn dossier nog vervolledigen. Als dit gebeurd is, zal de Senaat voor het paasreces haar kandidaten kunnen aanduiden. De federatie van Notarissen is eveneens bezig kandidaten samen te brengen die namens het notariaat als internen de functies in de benoemingscommissies zullen waarnemen.

Een tweede probleem strekt veel verder en heeft betrekking op de financiering van de werking van de benoemingscommissies. Dit probleem werd reeds aangekaart. De wet van 4 mei 1999 bevat geen wettelijke basis voor de financiering van de werkingskosten. Het is me onduidelijk hoe dit hiaat in de wet is kunnen sluipen. Op mijn verzoek hebben de secretaris-generaal van het departement en de federatie van de Notarissen een nota opgesteld houdende een voorstel tot begroting. Het departement van Begroting heeft deze nota verworpen. De nota vond evenmin genade bij de inspecteur van Financiën bij het departement. Ik zal dit later uitleggen. Het departement van Begroting verwijst naar andere beroepscategorieën die niet gesubsidieerd worden voor de organisatie van examens. Ik wijs echter op de wettelijke regeling die werd opgesteld voor de Hoge Raad voor de Justitie. Wat wel gebeurd is voor de Hoge Raad werd niet gedaan voor het notariaat. Dit moet een reden hebben. Ik moet u het antwoord schuldig blijven omdat ik niet weet hoe die wettelijke regeling is tot stand gekomen. Over dit punt doen heel wat indianenverhalen de ronde. Op dit ogenblik overlegt mijn kabinet met het kabinet van Begroting om uit te zoeken of we naar aanleiding van de begrotingsbesprekingen een oplossing kunnen uitwerken. Ik vermoed dat we geen oplossing zullen vinden.

Ik wil nog even onderstrepen dat ook de inspecteur van Financiën in de administratie een volledig negatief advies terzake heeft uitgebracht. Hij schrijft en ik citeer: "La chambre des notaires n'est pas le seul organe doté de pouvoirs ressortissants en principe aux pouvoirs publics. On peut notamment citer l'Ordre national des avocats, la chambre de l'arrondissement et la chambre nationale des huissiers de justice, les différents ordres professionnels la plupart du temps investis d'un véritable pouvoir juridictionnel pour trancher les litiges entre leurs membres et des tiers."

Op basis daarvan is Financiën niet van plan een positief advies te geven, een eerste noodzaak om vooruit te kunnen. Ook de minister van Begroting houdt formeel het been stijf. Hij is niet bereid om ook maar enige toegeving te doen ten aanzien van deze lacune in de wet, voor zover het om een lacune gaat.

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID): Mijnheer de minister, u hebt slechts één vraag beantwoord. Ik begrijp uit uw antwoord dat er inderdaad nogal wat problemen zijn om die wet effectief op de rails te zetten en uit te voeren. Wellicht is daartoe een wetswijziging nodig. Dat zal hoogdringend moeten gebeuren. Het parlement zal daaraan bij voorrang moeten meewerken.

Mijnheer de voorzitter, u zult begrijpen dat ik meer moeite heb met het antwoord van de minister, waarbij hij zich beroept op het Kamerreglement om geen antwoord te geven. De vraag was ingediend, op de agenda geplaatst en nu wordt ze behandeld. Het komt niet aan de minister toe om zich op het Reglement van de Kamer te beroepen om te weigeren een antwoord te geven.

Mijnheer de minister, u hebt terecht mijn bijkomende vraag beantwoord. Trouwens, het is een vraag die moet worden beantwoord. Het zou van uwwege zeer onkies zijn in zulke omstandigheden op te treden. Ik neem akte van uw antwoord. U weigert wel in te gaan op de vraag naar de motiveringen bij die benoemingen, zaken die van publiek belang zijn. Er is daaromtrent een openbaar schorsingsarrest dat ik niet ken, waaromtrent een nieuwe procedure loopt, waaromtrent de auditeur geadviseerd heeft, waaromtrent u besluiten hebt gemaakt en waaromtrent uw woordvoerster zich publiek heeft verdedigd. Uw woordvoerster heeft gezegd dat u zich voor uw nieuwe benoemingsbesluiten hebt laten bijstaan door de meest eminente juristen. Hierover wordt ook een publiek debat gevoerd. Ik verwijs naar wat een senator van Agalev heeft gemeend daarover te moeten zeggen. Hij heeft gemeend op een ongehoorde manier de objectiviteit van de Raad van Staat in twijfel te moeten trekken. Het is totaal onverantwoord en het bewijst bovendien dat er een publiek belang is.

Dit behoort tot het controlerecht van het parlement. Bovendien is er een breuk met het verleden. Wij hebben herhaaldelijk de vorige ministers van Justitie daarover

Geert Bourgeois

geïnterpelleerd. Het gaat over de verantwoording van een benoemingsbesluit. Het gaat mij niet om persoon X of Y. Het gaat over zaken van openbaar belang. Ook uzelf bent er tot nu toe op ingegaan. Ik verwijs naar de zaak van de benoeming van mevrouw Reynders, waar u tot nu toe niet hebt geweigerd op de vragen daarover te antwoorden, ook al was er een procedure over bezig, ook al is er een nieuwe procedure over mogelijk.

Mijnheer de minister, ik had van u meer openheid verwacht. Deze zaak moet toch worden uitgepraat. Het kan niet dat ons controlerecht op die manier wordt beperkt. Samen met collega Brepoels zal ik binnenkort een voorstel indienen om het Reglement aan te passen, precies om ons controlerecht te versterken, om ons in staat te stellen een aantal dossiers in te kijken. Telkens opnieuw vangen wij bot als wij echt willen ingaan op de diepere achterliggende redenen, de dieperliggende motiveringen van een besluit.

Mijnheer de minister, ik heb u al gevraagd op welke basis u hebt gemotiveerd om een bepaalde kandidaat te benoemen en een andere niet. Ik had verwacht dat u wel degelijk op dergelijke vragen zou willen ingaan. Nogmaals, het gaat mij niet om de personen, maar om het algemeen belang en om de beoordeling van uw benoemingsbesluit, zaak die voorwerp uitmaakt van een publiek debat.

De voorzitter : Mijnheer Bourgeois, de voorzitter van de Kamer beslist over de ontvankelijkheid van de agenda. Als de minister betrokken partij is in een hangende procedure, zoals in deze, met betrekking tot de rechten van de verdediging, dan staat het u vrij de auditeur-generaal te vragen of de mogelijkheid bestaat om inzake in het dossier te krijgen. Mijnheer de minister, begrijp ik het goed dat u behoedzaam bent zolang de procedure niet definitief is afgehandeld ? Zelfs met betrekking tot de twee eerste koninklijke besluiten die nu zijn ingetrokken was er alleen een schorsingsbesluit, maar geen definitieve beoordeling, die nu in se zonder voorwerp wordt.

De heer Geert Bourgeois (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, ik ben het daarmee fundamenteel niet eens. Ik zou u kunnen volgen als ik een vraag zou stellen over een geding tussen twee privé-personen, maar dat is hier helemaal niet aan de orde. Het gaat hier over een geding tegen de minister van Justitie, die positie heeft genomen. Omtrent de eerste benoemingsbesluiten is de zaak definitief afgehandeld vermits er geen verdere procedure komt voor de Raad van State. De minister heeft zijn benoemingsbesluiten ingetrokken. Hij heeft dus gevolg gegeven aan die schorsingsarresten. Ik krijg over deze zaak geen enkele toelichting.

Een andere vraag is of er een betwisting is over het nieuwe benoemingsbesluit. Het behoort tot het controle-recht van het parlement om daaromtrent uitleg te krijgen. Het gaat hier over een conflict met de Belgische Staat en niet tussen privé-personen. Ik zal dit aankaarten op de Conferentie van voorzitters.

De voorzitter : U hebt het over een zaak tussen twee privé-personen. Het gaat hier uiteraard over iemand die zich tot de Raad van State heeft gewend en over een benoeming. Er zijn dus inderdaad privé-personen bij betrokken.

De heer Geert Bourgeois (VU&ID) : Wij hebben de zaak-Reynders hier behandeld. Zij heeft zelfs het voorwerp uitgemaakt van interpellaties en werd ook in de plenaire vergadering behandeld.

De voorzitter : Collega Bourgeois, ik heb er geen bezwaar tegen dat u deze zaak aankaart bij de Conferentie van voorzitters. Wij kunnen inderdaad enige verduidelijking gebruiken, inzake de vraag of het al dan niet een particulier dossier is. Tot hier toe was dat nooit een probleem. De jongste tijd worden echter vele procedures ingeleid. Vroeger was dat voor iedere magistraat of afgewezen kandidaat een schending van het heiligdom.

De heer Geert Bourgeois (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, dat is al jaren zo.

De voorzitter : Tien jaar, niet langer.

De heer Geert Bourgeois (VU&ID) : Het is begonnen met de zeer geruchtmakende zaak van de voorzitter van Brussel. Er worden elke maand dergelijke zaken gepleit.

De voorzitter : Men heeft de weg gevonden naar de Raad van State.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "het gerechtelijk dossier in de zaak-Beaulieu" (nr. 1403)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "le dossier judiciaire dans l'affaire Beaulieu" (n° 1403)

De heer Geert Bourgeois (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het dossier-Mahieu dat een onderdeel vormt van het dossier-Beaulieu is volgens persberichten een tijdlang spoorloos geweest op het parket in Brussel. Ik lees nu in de kranten dat het dossier is teruggevonden. De betrokkene, de heer Mahieu, vroeg op 18 oktober 1999 aan de raadkamer en vervolgens aan

Geert Bourgeois

de K.I. inzage in het dossier maar ving bot. Hij kon geen inzage in het dossier krijgen om de eenvoudige reden dat men het niet vond. Het parket was er sindsdien vruchteloos naar op zoek, met de grote middelen. Ik lees dat er zelfs een ultimatum werd gesteld en het dossier moest worden teruggevonden tegen 30 maart. Ondertussen is dat gebeurd. Ik meen te hebben gelezen dat het op het bureau van een gepensioneerd magistraat lag, klaar ter archivering. Ik zal u daarover straks een vraag stellen.

Een ander onderdeel van mijn vraag heeft betrekking op het dossier-Beaulieu zelf, dat een zeer omvangrijk dossier is.

Tot op heden stak het dossier achter slot en grendel, zowel bij de dienst van de BOB die met het onderzoek bezig was, als bij de onderzoeksrechter.

Thans werd het dossier aan het parket overhandigd, maar dit heeft geen plaats om het op te bergen. Het wordt zonder meer in de gang van de financiële sectie gestapeld, met alle gevolgen van dien. In de Financieel Economische Tijd van 25 maart las ik trouwens dat de betrokkenen in de zaak-Beaulieu een gerechtsdeurwaarder gelastten met de vaststelling dat voornoemd dossier binnen ieders bereik ligt, met alle gevolgen daaraan verbonden. Die plaats is bereikbaar van 's morgens tot 's avonds 20.00 uur en ik moet wellicht niet wijzen op het gevaar van een dergelijke situatie. In dat verband denk ik bijvoorbeeld aan de KB-Lux-zaak, waarover thans een discussie aan de gang is over echte en valse dossierstukken en over toegevoegde en weggenomen stukken.

Het dossier waarvan sprake is voor iedereen bereikbaar, waardoor gemakkelijk stukken kunnen worden weggenomen of toegevoegd. Dat leidt tot heel wat problemen en een onderzoek terzake is vereist.

Mijnheer de minister, beval u een onderzoek omtrent het dossier-Mahieu ? Hoewel het misschien wat vroeg is om op de vraag te kunnen antwoorden, vernam ik toch graag of deze aangelegenheid een of ander tot gevolg had.

Is het juist wat wordt verteld en op foto's wordt getoond, met name dat het dossier-Beaulieu onbeheerd in de gang van de financiële sectie van het parket van Brussel ligt of is de situatie momenteel gewijzigd ? Hebt u terzake maatregelen genomen ?

Tot slot, mijnheer de minister, wens ik u nog een vraag te stellen die ik reeds herhaaldelijk formuleerde tijdens de vorige regeerperiode, te weten hoever het staat met het onderzoek en de uitvoering van de veiligheidsnormen in het Brussels gerechtshof ? Ik interpelleerde de voormalige ministers De Clerck en Van Parys meer dan eens over deze aangelegenheid. Inderdaad, wij kregen een hallucinant overzicht van inbraken, brandstichtingen en allerlei onregelmatigheden in de gerechtshoven. Hiertegen werden maatregelen genomen, zoals het uitwerken

van een veiligheidsplan en veiligheidsnormen per gerechtsgedebou. Bovendien werd een veiligheidsofficier van de rijkswacht aangesteld om in elk van de gerechtshoven veiligheidsonderzoeken te verrichten.

Het lezen van dergelijke verhalen maakt mij zeer ongerust en ik vraag mij af of men in alle gerechtshoven wel goed bewust is van de problematiek en of er voldoende veiligheidsmaatregelen worden genomen.

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, ik zal de beide vragen van de heer Bourgeois beantwoorden, omtrent aangelegenheden waarbij mijn departement niet is betrokken.

Om deze antwoorden te kunnen verstrekken moest ik uiteraard inlichtingen inwinnen bij de procureur-generaal.

Wat het dossier-Mahieu betreft, meldde de procureur-generaal mij dat het niet spoorloos is. Het dossier is momenteel bij het parket-generaal te Brussel met het oog op de behandeling voor de kamer van inbeschuldigingstelling bij het hof van beroep inzake een rechtsmiddel dat is aangewend door een burgerlijke partij tegen de beschikking van de onderzoeksrechter tot weigering van een verzoek tot inzage van de stukken van rechtspleging. Het betreft een procedure zoals bepaald door artikel 61ter van het Wetboek van Strafvordering, ingevoegd bij de zogenaamde wet-Franchimont. In principe is bij een dergelijke procedure niet in een debat voorzien, tenzij het hof het anders beslist. Naar verluidt zal de zaak eerstdaags voor behandeling worden vastgesteld voor de kamer van inbeschuldigingstelling.

Wat het dossier-Beaulieu betreft, meldde de procureur-generaal van Brussel mij dat de procureur des Konings van Brussel thans de nodige maatregelen nam om het lijvige onderzoeksdossier onder te brengen in een beveiligd gebouw. Dit is niet alleen essentieel, maar maakt ook deel uit van het engagement en van de verantwoordelijkheid van het Openbaar ministerie en van de diensten die specifiek zijn belast met het bijhouden van de dossiers.

Het ging inderdaad om een ernstig probleem en het is als het ware onaanvaardbaar dat een minister terzake moet interveniëren, aangezien dit tot de essentie van onze Rechtsstaat behoort en eigenlijk tot de verantwoordelijkheid van het Openbaar ministerie in zijn hoedanigheid van behoeder van onze samenleving.

Wat de acties betreft die reeds werden ondernomen inzake de beveiliging van de gerechtsgedebouwen moet een onderscheid worden gemaakt naar gelang van het gerechtsgedebou. Niet overal doen zich immers dezelfde problemen voor. Reeds in de vorige legislatuur werd een veiligheidsfilosofie uitgewerkt voor alle gerechtsgedebouwen. Er werd ook een nota opgesteld die duidelijk de gevolgen voor de personen en hun gebruiken aangeeft.

Marc Verwilghen

Bovendien werd een typecontract opgesteld met de Regie der Gebouwen voor de elektronische hulpmiddelen. Volgens mij wordt daarvan nog steeds veel te weinig gebruik gemaakt bij de consultatie en behandeling van gerechtelijke dossiers.

Acties die nog zullen volgen, zijn het opstellen van enkele typevoorbeelden. Dit alles zal worden afgerond tegen eind april van dit jaar. Vanaf begin mei wordt gestart met het opstellen van de veiligheidsplannen per gebouw in samenwerking met de gebouwencommissie van dat gebouw. Dit is echter niets nieuws. Het gaat hier om het uitwerken van eerder aangekondigde maatregelen. De duur wordt geraamd op ongeveer twee jaar. Ondertussen kan gestart worden met de uitvoering van de werken.

Wat de uitvoering van de veiligheidswerken betreft, kan hiermee worden gestart - voor zover er geen restauratiewerken nodig zijn - vanaf het najaar van 2000. Als er ook restauratiewerken moeten gebeuren, kunnen deze pas van start gaan nadat de beveiligingssystemen werden aangebracht. Hierbij denkt men aan het najaar van 2002, na het beëindigen van de studies voor de renovatie.

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de minister, ik hoop dat de procureur-generaal in zijn antwoord volledig is geweest. Ik stel vast dat het dossier volgens hem niet spoorloos is. Als het dossier wel spoorloos is geweest, had ik verwacht dat hij u dit ook zou meedelen. Gedurende zowat 6 maanden kon volgens de pers op de vraag van de betrokkene om het dossier in te kijken niet worden ingegaan. Ik had verwacht dat de procureur-generaal u dit ook zou verduidelijken.

Wat het dossier Beaulieu betreft, onderschrijf ik uw stellingname. Ik ben ook van mening dat dit niet kan. Na de initiatieven van de vorige ministers van Justitie had ik toch gehoopt dat men dergelijke dossiers niet zomaar onbeheerd in de gang zou achterlaten.

Wat de veiligheidsplannen betreft, voel ik mij verplicht een schriftelijke vraag te stellen. Ik heb het gevoel dat er op dit vlak te weinig vooruitgang wordt geboekt. Minister De Clerck heeft in 1996 beslist om vier ingenieurs aan te stellen om heel de problematiek te benaderen. Er zou een elektronische bewaking komen, er werden rijkswachtofficiëren aangesteld, er zouden meer huisbezoekers komen, veiligheidskasten, enzovoort. Als ik u nu hoor, moeten pas vanaf mei veiligheidsplannen worden uitgewerkt. De uitwerking hiervan zal opnieuw een aantal jaren duren. Ik vraag me af of er wel voldoende vooruitgang werd geboekt tussen 1996 en 2000. Met de regelmaat van een klok worden hierover klachten geuit en dan meestal naar aanleiding van spectaculaire dossiers.

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer Bourgeois, u drukt de hoop uit dat de procureur-generaal volledig was in zijn antwoord. Ik hoop dit ook, want anders zijn er ernstige problemen.

Wat de vooruitgang van de beveiliging en de elektronische hulpmiddelen betreft, kan ik u meedelen dat er op dat vlak nauw wordt samengewerkt met de minister van Telecommunicatie, de heer Daems. Op die manier willen wij een daadwerkelijke vooruitgang boeken in dit dossier. Volgens mij moet het mogelijk zijn in deze aangelegenheid een versnelling tot stand te brengen.

De **voorzitter** : Dit is natuurlijk een indirecte manier om de gerechtelijke achterstand op te lossen, maar dit is een boutade.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Luc Goutry aan de minister van Justitie over "de gevolgen van het snelrecht voor de penitentiaire centra" (nr. 1407)

Question orale de M. Luc Goutry au ministre de la Justice sur "les conséquences de la procédure de comparution immédiate pour les centres pénitentiaires" (n° 1407)

De heer **Luc Goutry** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, als dossiers verdwijnen zullen er misschien ook geen gevangenen meer nodig zijn.

Mijn vraag gaat over de gevolgen van de toepassing van het snelrecht voor de penitentiaire centra. Mijnheer de minister, de toepassing van het snelrecht zal gevolgen hebben voor de opnamecapaciteit van de gevangenen. Mensen zullen sneller, en misschien veelvuldiger, een straf krijgen. Daarom zal er de nodige capaciteit moeten beschikbaar zijn om die straffen uit te voeren.

Ik wil even verwijzen naar een opmerking van mij van enkele weken geleden. Bijna alle Belgische gevangenen kampen nu al met structurele problemen van overbezetting. Wij zijn daarover bezorgd en willen er u een aantal vragen over stellen.

Ten eerste, hoe evolueren de zaken concreet ? Welke arresthuizen hebt u aangeduid om te voorzien in de opvang van mensen, veroordeeld via het snelrecht.

Ten tweede, bent u van plan hiervoor de capaciteit uit te breiden ? Mij lijkt dat evident, maar ik vraag het u toch. Moeten er desgevallend aanpassingswerken worden verricht ? Zo ja, welke ? Bij een capaciteitsvergroting moet men waarschijnlijk ook structurele aanpassingen doorvoeren.

Luc Goutry

Ten derde, zal men bijkomend personeel kunnen aanwerven? Dat is ook een logische deductie van het probleem. Hoeveel mensen mag men aanwerven; voor welke functies en in welke centra? Welke criteria zullen worden gehanteerd om het eventueel bijkomend personeel te verdelen?

Ik zou u ook graag enkele vragen over de Brugse gevangenis stellen, aangezien dit de belangrijke gevangenis uit mijn streek is, waarover ik dikwijls vragen krijg. Ook in Brugge is er al een hele tijd een probleem van opvangcapaciteit. De voetbalwedstrijden van Euro 2000 zullen ook in Brugge plaatsvinden. Daardoor zou er inderdaad een interferentie kunnen zijn, ook met een bijkomende implicatie wat de toepassing van het snelrecht betreft. Daarom zou ik graag weten wat er specifiek voor Brugge wordt gepland? Heeft men hierover overlegd en op welke wijze is dat gebeurd? Hoeveer staat men al? Men heeft in Brugge ook een structureel probleem van opgespaarde verlofdagen - 12 000 dagen, zegt men. Dit bekommert de mensen. Deze dagen zou men toch ooit eens moeten kunnen opnemen. Men ziet nu nieuwe taken op zich afkomen. Daarom houden de mensen hun hart vast.

Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, collega Goutry, uw vragen hebben betrekking op de gevolgen van de toepassing van het snelrecht voor het gevangeniswezen. U hebt er vervolgens een erg belangrijke vijfde vraag aan vastgekoppeld. Daar zal ik straks even bij stilstaan. Ik beschouw het een beetje als in cauda venenum. Het is een groot probleem, maar u zal merken welke problematiek zich daar momenteel in profileert.

U wenst te weten welke arresthuizen werden aangeduid voor de opvang van verdachten - niet van veroordeelden, zoals u zei - volgens de procedure van onmiddellijke verschijning. Uw vraag verwondert mij. U weet toch dat de minister van Justitie niet bevoegd is voor deze materie. De gemeenrechtelijke regels van het strafprocesrecht zijn van kracht. De onderzoeksrechter bepaalt dus, in zijn bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning, in welk bestaand arresthuis de betrokkene moet worden ondergebracht. Dat is de regel. Tot nader order is er geen enkele mogelijkheid tot tussenkomst van de minister van Justitie.

Ik kan u ook meedelen dat er in geen capaciteitsuitbreidingen is voorzien. In de Leuvense hulpgevangenis zullen de 32 reeds bestaande cellen, die momenteel leeg staan, in gebruik worden genomen voor het snelrecht. Zij zijn hiervoor gereserveerd. In het penitentiair complex te Brugge kunnen 9 bestaande, lege cellen worden gebruikt. Voor beide arresthuizen kunnen telkens 2 verdachten in de cellen worden ondergebracht.

De capaciteit bedraagt 202 plaatsen. Vandaag verblijven er ongeveer 150 gedetineerden en zijn de besprekingen begonnen voor het heropstarten van het arresthuis om die functie te kunnen vervullen.

Ten derde, werd er inderdaad in bijkomend personeel voorzien. De Ministerraad van 3 maart 2000 heeft beslist 57 penitentiaire beambten en 7 bestuursassistenten te laten aanwerven. Deze laatsten worden vooral aangeworven om de zondagsdienst in de griffies van de grote arresthuizen op te vangen. Door de bijkomende permanentie in de grote arresthuizen op zondag werd via een verdeelsleutel berekend hoeveel arbeidskrachten er bijkomend dienen te worden aangeworven voor het geheel. Voor het vullen van de bestaande cellen in Brugge en Leuven-hulp werd a rato van de bijkomende bezetting extra personeel voorzien. In Nijvel is het personeel reeds aanwezig om de volledige bezetting op te vangen. Daar is dus geen uitbreiding nodig.

Ten vierde, het penitentiair complex te Brugge krijgt 18 penitentiaire beambten om de bewaking op de 9 bijkomende plaatsen te verzekeren. Daarnaast krijgt het penitentiair complex, zoals alle grote arresthuizen, bijkomend anderhalve eenheid penitentiaire beambten en een halve eenheid bestuursassistenten om het probleem van de zondagsdienst op te vangen. Hierover werd overleg gepleegd met het centraal bestuur van de strafinrichtingen.

Ten vijfde, stelt u een vraag betreffende de verlofachterstand. Voor mij is dit duidelijk een apart probleem dat los van het snelrecht moet worden gezien. De achterstand in het opnemen van de vakantiedagen is een probleem dat geldt voor alle gevangenis. Momenteel wordt er hard gewerkt om dit probleem te kunnen oplossen. Ik moet u echter zeggen dat ik niet alleen met dit probleem geconfronteerd word, het is ook een zaak voor Begroting en Ambtenarenzaken. Ik ben er nog niet in geslaagd om de minister van Begroting ervan te overtuigen dat die inhaaloperatie er absoluut moet komen. De problemen zijn tot op heden dus jammer genoeg niet opgelost. De verlofachterstand is een nijpend dossier dat hoe dan ook een oplossing moet krijgen. Ik wil dit dossier tot een goed einde brengen.

De heer **Luc Goutry** (CVP): Mijnheer de minister, ik verontschuldigd mij omdat ik hiervoor onvoldoende juridisch of justitieel geschoold ben. De eerste vraag zal waarschijnlijk wellicht niet ter zake doen. Misschien was het echter mogelijk dat men in bepaalde gevangenis reeds niet meer over de nodige capaciteit beschikte om bijkomende gevangenen op te vangen en dat er dus transfers konden komen.

Mijnheer de minister, wat Brugge betreft, heb ik niet gehoord of men gewerkt heeft in overleg met de mensen ter plaatse. Dit heeft immers implicaties in verband met

Luc Goutry

de grote verlofachterstand. Er bestaat al lang ontevredenheid over dit probleem en als men dan zonder medeweten van het personeel beslist om in negen bijkomende cellen te voorzien en specifiek hiervoor nieuwe mensen in te zetten, verwekt dit nog meer onrust. De betrokkenen besluiten dan dat er niet naar hen wordt geluisterd aangezien er naast dit aanslepend probleem een nieuw wordt gecreëerd. Dit is dringend nodig. Mijnheer de minister, mag ik besluiten dat als de minister van Begroting u zou volgen, u zou beslissen om bijkomend personeel toe te wijzen aan deze instelling om het structurele probleem op te lossen? Hoe wil u dat anders oplossen?

Minister **Marc Verwilghen** : Dat laatste spreekt voor zich.

Het overleg wordt gevoerd met het directoraat-generaal van de strafinrichtingen. Ik neem aan dat zij op hun beurt contact opnemen met de betrokken werknemers. Anders kan men immers niet tot afspraken komen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de coördinatie van de wetsebepalingen tengevolge van de wet tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminale straffen" (nr. 1415)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "la coordination des dispositions légales suite à la loi portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles" (n° 1415)

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de aanleiding is de uitspraak van het Antwerpse hof van assisen in de zaak van de portiersmoord waarover nogal wat juridische discussie bestaat. Als ik goed ingelicht ben, heeft de procureur-generaal daar de maximumstraf gevorderd - 30 jaar opsluiting - maar heeft het arrest veroordeeld tot 30 jaar opsluiting met toepassing van verzachtende omstandigheden. Het kan natuurlijk maar één van de twee zijn.

Achteraf wordt daarover blijkbaar gediscussieerd en gezegd dat er een samenloop van diverse misdaden was zodat artikel 62 van het strafwetboek kon toegepast worden. Er was ook een veroordeling voor poging tot moord en poging tot doodslag. Ik laat in het midden of dit al dan niet uit het arrest blijkt.

Wat ik weet is dat er Cassatieberoep aangetekend is. Ik spreek me niet uit over de grond van de zaak. Toen ik daar kennis van nam, dacht ik terug aan de wet van 10 juli 1996, tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van criminale straffen. In artikel 24 van deze wet wordt de minister belast met de coördinatie van de wetsebepalingen.

Het is mogelijk dat er vergissingen zijn in de uitspraken van onze Hoven, precies omdat men wellicht gebruik maakt van wetboeken die de nog niet gecoördineerde wettekst bevatten. In de officiële wettekst staat nog steeds niet dat de maximumstraf 20 tot 30 jaar opsluiting is, maar wel levenslange dwangarbeid. Nu zijn er al een paar wetboeken die officieus gecoördineerd zijn. Ik ben de gelukkige bezitter van een exemplaar van dit wetboek. Er is een heel goedkoop wetboek op de markt dat u wellicht ook kent. Het is van de hand van de heer Vermeulen, assistent aan de Universiteit van Gent. Hij deed de moeite om de wetgeving, in zijn wetboek dat 700 frank kost, eigenhandig te coördineren. Ik denk dat het gemakkelijk is om nu de opdracht te geven om te coördineren. Ik weet dat deze regering geregeld externe opdrachten geeft aan allerlei deskundigen, tot uitvoering van zaken die tot de taak van de uitvoerende macht behoren. Ik denk dat het dringend noodzakelijk is.

Hoever staat het met deze aanpassing? Hebt u terzake zelf nog initiatieven moeten nemen? Kunt u ons goed nieuws geven? Kunt u zeggen dat men dit aan het afwerken is? Zo niet, geef ik u de hint om deze opdracht toe te vertrouwen aan iemand die dat toch al officieus deed. U moet dan alleen nog controleren of het helemaal in orde is. Wij kunnen daar dan, mocht dit nodig zijn, nog eens op toekijken en gebruik maken van ons parlementair controlerecht.

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, collega Bourgeois, er is een initiatief genomen tot uitvoering van het artikel 24 van de wet van 10 juli 1996 - de wet tot de afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminale straffen -. Achteraf werd dit in het Belgisch staatsblad van 1 augustus gepubliceerd, waarbij overeenkomstig de wet van 13 juli 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van de teksten, de Koning ermee belast wordt de bestaande wetsebepalingen te coördineren met de bepalingen van deze wet. Bij een schrijven van 14 augustus 1996 werd, uitgaande van de toenmalige minister van Justitie, die coördinatie van de bestaande wettelijke bepalingen met de bepalingen van de wet van 10 juli 1996 toevertrouwd aan het coördinatiebureau van de Raad van State. Ik liet dat opzoeken.

Het coördinatiebureau maakte op 24 februari 1997, een omstandig advies over, samen met een ontwerp van koninklijk besluit. De Raad van State was evenwel van oordeel dat bepaalde aanpassingen niet konden worden doorgevoerd bij koninklijk besluit, doch een wetgevend initiatief vereisten.

Om deze reden werd een voorontwerp van wet opgesteld. Dat voorontwerp van wet moet ondertussen opnieuw worden geactualiseerd. U weet dat wij een aantal nieuwe aanpassingen hebben gedaan die het strafwetboek raken. Het geheel zal aan de Ministerraad worden voorgelegd na de actualisering van het voorontwerp.

Marc Verwilghen

Men is hier momenteel mee bezig. Mijn inziens gebeurt het verloop van de werkzaamheden traag voor een zaak met dergelijke belangrijke gevolgen. Dit had zeker een voorkeursbehandeling mogen krijgen.

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Het was interessant om het verloop te vernemen van deze coördinatieopdracht. Ik vind dat de opdracht op een diligente manier werd gegeven en op vrij korte termijn opgevolgd met een ontwerp van koninklijk besluit en het advies om een voorontwerp van wet te maken. Er is echter veel tijd verlopen, met name vanaf februari 1997 tot maart 2000. Mijnheer de minister, ik neem aan dat u de prioriteit van deze zaak erkent. Ik hoop dan ook dat u het voorbijgestreefde voorontwerp van wet zal aanpassen teneinde dit op korte termijn te bespreken en goed te keuren in het parlement.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de persistente weigering van de minister om arresten van het hoogste administratieve rechtscollege uit te voeren" (nr. 1419)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "le refus persistant du ministre d'exécuter les arrêts de la plus haute juridiction administrative" (n° 1419)

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn aandacht is gevestigd op het arrest van 21 maart 2000 van de Raad van State. Het betreft hier een aanvraag van 16 juli 1999 van een commissaris van de gerechtelijke politie van Brussel tot verlof van drie jaar om een opdracht te vervullen bij het Arushatribunaal als associate investigator. Uit het feitenrelaas leid ik af dat de betrokkene die functie voorheen al twee jaar had uitgeoefend. U weigert, op 15 december 1999, zijn verzoek in te willigen. Tussendoor is u een herinnering gestuurd en een vraag tot onderhoud waar u niet op ingegaan bent. Er wordt een procedure kortgeding ingesteld bij de Raad van State die uw beslissing schorst op 28 december 1999. U neemt onmiddellijk, op 30 december 1999, een nieuwe beslissing tot weigering waarop een nieuw administratief kortgeding wordt aangespannen. Uw beslissing van 30 december 1999 wordt opnieuw geschorst op 7 januari 2000. Daaropvolgend neemt u geen nieuwe beslissing en u wordt op 10 januari opnieuw in gebreke gesteld. U gaat echter niet over tot het nemen van een nieuwe beslissing. Er volgt kortgeding voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in Brussel, waarbij u wordt veroordeeld tot het

nemen van een adequate, gemotiveerde beslissing. De voorzitter in kortgeding veroordeelt u hiertoe op 29 februari 2000 op straffe van een dwangsom van 100 000 frank per dag. Op 2 maart 2000 neemt u dan een nieuwe beslissing die opnieuw een weigering inhoudt. De betrokkene ontvangt deze op 6 maart 2000. Er wordt opnieuw een procedure van administratief kortgeding ingesteld bij de Raad van State, "bij uiterst dringende noodzakelijkheid". De voorzitter van de betrokken Kamer gaat op dit verzoek over tot een voorlopige schorsing. Deze wordt in een arrest van 21 maart 2000 bevestigd. Bijzonder hieraan is dat u door de Raad van State wordt veroordeeld om, voor het uitoefenen van zijn zending als associate investigator bij het internationaal gerechtshof voor Rwanda, aan de betrokkene te voorlopigen titel verlof toe te kennen tot de definitieve beslissing over de vraag tot vernietiging is gevallen.

Van de mogelijkheid om artikel 18 van de gecoördineerde wetgeving Raad van State wordt vrij uitzonderlijk gebruik gemaakt. De meeste advocaten die procederen bij de Raad van State weten dat het zeer uitzonderlijk is dat de Raad van State daarop ingaat. Vooral als het tegen de overheid is, tegen een minister, krijgt men meestal een klassieke beschikking. Het is dan niet nodig een maatregel te nemen om de overheid bijkomend te veroordelen. De Raad gaat ervan uit, in een rechtsstaat levende, dat inderdaad de uitvoerende macht of de minister gevolg geeft aan arresten. Hier is het echter de derde keer. Om de belangen van betrokkene te beschermen veroordeelt de Raad van State u om het verlof zoals gevorderd toe te kennen.

Mijnheer de minister, ik spreek mij niet uit over de grond van de zaak, maar ik heb hier wel een aantal vragen bij. Ik heb wel de mogelijkheid gehad om de motivering van de Raad van State te vergelijken met uw motivering. De Raad van State verwerpt uw motivering keer op keer, maar dat is niet mijn probleem. Dat is een probleem ten gronde. Mijn vraag slaat op het behoorlijk bestuur en betreft het optreden van een minister van Justitie ten opzichte van een beslissing van het hoogste administratieve rechtscollege.

Mijn eerste vraag heeft betrekking op uw besluitvorming. Die vraag dateert van 16 juli 1999 en u neemt pas een beslissing tot weigering op 15 december 1999. Voor mij is dat op het eerste gezicht behoorlijk laat. Ik kan aannemen dat u daarover adviezen hebt ingewonnen. Ik zie dat er een hele discussie is geweest. De adviezen van het parket-generaal zijn positief. In uw beslissing vermeldt u dat er altijd maar over onderbezetting wordt geklaagd, maar dat men een positief advies geeft. Ik laat dat in het midden, maar u beslist wel zeer laat.

Geert Bourgeois

Mijnheer de minister, hebt u - dat is mijn tweede vraag - al uitvoering gegeven aan de laatste uitspraak van de Raad van State, dus het arrest van 21 maart 2000 dat u opdraagt om de betrokkene voorlopig dit verlof te geven ?

Ten derde, legt u zich neer bij dit arrest of zal de carrousel voortdraaien ? Komt er een intrekking met een nieuwe beslissing, of zult u verder procederen tot aan het mogelijk vernietigingsarrest ?

Ten vierde, hoe verantwoordt u dergelijk uitzonderlijk gedrag ? Het is zeer uitzonderlijk dat de Raad van State dergelijke maatregel oplegt en dit dan nog ten opzichte van de minister van Justitie, die toch wordt geacht de behoeder van de wet te zijn.

Ten vijfde, ik ben wel nieuwsgierig naar de kosten die dit alles genereert voor de Belgische Staat : erelonen, gerechts- en andere kosten. Er zijn nu al drie procedures bij de Raad van State plus een kortgeding. Dat kost toch allemaal wel serieus wat geld aan de belastingbetaler.

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Bourgeois, ik ga niet in op de zaak zelf, behalve waar u mij vraagt welke houding ik heb aangenomen ten opzichte van de laatste beslissing van de Raad van State en dit om de eerder vermelde reden die ik hier dus herneem. In mijn ogen is de Raad van State niet de boosdoener. Dat is een woord dat u hebt gebruikt. Voor mij gaat het om het hoogste administratieve rechtscollege en wanneer dit een beslissing velt, moet worden nagekeken welk gevolg daaraan moet worden gegeven.

Laat mij het algemeen benaderen. De gerechtelijke politie van Brussel is een brigade die al een aantal keren ter sprake kwam. Zij bestaat uit een aantal officieren van de gerechtelijke politie en die mensen worden ook geacht om op te treden als zodanig of, met andere woorden, hun werk te doen. Daarop bestaat een uitzondering : de detachering. De detachering gebeurt naar het hogere niveau van het commissariaat-generaal, dat mag beschikken over 145 plaatsen. Dit werd zo vastgelegd. Tegelijk heeft men gesteld dat elke brigade daaraan moet bijdragen op basis van eenzelfde verdeelsleutel, namelijk 11,27%. Men moet dus mensen leveren die worden gedetacheerd naar het commissariaat-generaal. Daar doet men dus werk voor het goed functioneren van de gerechtelijke politie. Dat is namelijk het opzet.

In dit geval moet worden vastgesteld dat er in Brussel toch een ernstig probleem is gerezen. Het aantal mensen dat in Brussel naar dat commissariaat-generaal is gedetacheerd bedraagt 18%, wat duidelijk meer is dan 11,27%. Telkenmale iemand vraagt om een detachering naar het commissariaat-generaal te verkrijgen, wordt dat steevast door de brigade Brussel geweigerd omdat zij menen niemand meer te kunnen missen, omdat zij met

nog een detachering niet meer naar behoren kunnen functioneren. Uitgerekend in die omstandigheden is er een postulatie op eigen verzoek van iemand die gerechtelijk commissiewerk in een internationaal gerechtshof wil uitvoeren. Elk land dat deel uitmaakt van de Verenigde Naties kan iemand afleveren om dit onderzoek te voeren. U kent het aantal landen dat lid is van de Verenigde Naties. Het is perfect mogelijk daar het werk tot stand te kunnen brengen dat moet worden tot stand gebracht.

Het belangrijkste element blijft evenwel dat door er nogmaals een eenheid aan toe te voegen, wij nu natuurlijk voor een ongelooflijk hoog aantal detacheringen staan, dat ruim de 11,27% overschrijdt. Het komt mij totaal onlogisch voor dat uitgerekend hier een positief advies door de brigade Brussel wordt afgegeven, terwijl dat voor andere detacheringen niet kan. Met andere woorden, als het voor gerechtelijk politiewerk is, dan is het advies negatief, is het voor ander werk, dan is het advies positief. Dat is het probleem dat in de realiteit kan worden vastgesteld.

U hebt mij ook gevraagd welk gevolg ik aan dat arrest wens te geven. Ik zal de betrokken gerechtelijk officier van de gerechtelijke politie voorlopig verlof verlenen om zijn opdracht van onderzoeker bij het internationaal straftribunaal voor Rwanda te kunnen uitoefenen. Ik ben daartoe trouwens veroordeeld door de Raad van State. Ik geef er ook het gevolg aan dat door hen wordt gevraagd.

Gelet op het persoonlijk initiatief van de sollicitatie en de kritieke personeelstoestand van de brigades in het algemeen en van de brigade Brussel in het bijzonder, was het in mijn ogen niet mogelijk deze afwezigheid toe te staan.

Uw laatste vraag over de kosten aan erelonen en gerechtskosten, kan ik u medelen dat 60 000 frank provisie op erelonen aan de advocaten van het departement werd toegekend. Dat zijn de enige kosten die tot op heden werden uitgevoerd.

De heer **Geert Bourgeois** (VU&ID) : Mijnheer de minister, u zegt niet in te gaan op de individuele vraag omdat u de discussie niet opnieuw wilt voeren. Ik zal dit aan kaarten in de Conferentie van voorzitters. Ik wijs nogmaals op uw inconsequente gedrag. Ik verwijs naar de zaak-Reynders. Daarstraks bent u in de zaak van de Antwerpse necrofiel wel ingegaan op de individuele vragen. U hebt gezegd beroep aan te tekenen. De ene keer geeft u wel uitleg over uw procedurele stappen, de andere keer doet u dat niet.

Mijnheer de minister, ik heb gezegd dat ik mij niet uitspreek over de grond van zaak en dat ik evenmin de verdediging van de betrokkene op mij neem. Ik stel alleen vast dat de Raad van State tot driemaal toe zegt dat u niet afdoende motiveert zowel in verband met de effectieven als met betrekking tot de reden waarom u van het

Geert Bourgeois

gunstig advies afwijkt. Ik constateer dat wij engagementen hebben genomen die u mee onderschrijft inzake een internationaal strafrechtshof. Het is dan ook niet onlogisch dat wij daarvoor iemand afvaardigen. Nogmaals, ik wil me daarover niet uitspreken. Het is ook duidelijk dat, als ik het woord boosdoener in de mond heb genomen, het een poging was tot een ironische kwalificatie, ook ingaand op de uitspraken die al gedaan werden gisteren door een lid van de meerderheid omtrent het zogezegde gebrek aan objectiviteit van deze instelling.

Mijnheer de minister, ik krijg geen antwoord op mijn vraag waarom u zo laat hebt beslist op een vraag van 16 juli. U zegt dat u gevolg geeft aan die uitspraak. Ik krijg ook geen antwoord op mijn vraag of u zich nu definitief neerlegt bij die uitspraak. Ik blijf voor het grootste aantal van mijn vragen op mijn honger. Ik zal er op de gepaste manier nog op terugkomen. Ik blijf erbij dat het geen goede zaak is, geen teken van goed bestuur, van depo-

litisering, van objectiviteit, als tot driemaal toe de Raad van State moet tussenbeide komen en dan in zijn laatste arrest u werkelijk moet verplichten om gevolg te geven aan de schorsing die tot driemaal toe werd uitgesproken.

Minister **Marc Verwilghen** : Mijnheer de voorzitter, het is, mijn inziens, geen teken van goed bestuur als een adviesverlenend orgaan zich verzet tegen detacheringen, maar een positief advies uitbrengt op een sollicitatie. Het probleem is de overschrijding door de Brusselse brigade van de 11,27% die duidelijk is vastgelegd.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.10 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 12.10 heures.*
